

SOUS TOUTES RÉSERVES

PAR COURRIEL

Le 13 décembre 2021

M. Emmanuel Phaneuf
RAYMOND CHABOT ADMINISTRATEUR PROVISOIRE INC.
600, rue de la Gauchetière ouest, Bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 4L8

**Objet : Dans l'affaire de l'administration provisoire de Agro Tech Ventures 1 Inc.
et al. – Premier rapport de l'administrateur provisoire**

Monsieur Phaneuf,

Nous représentons les intérêts de M. Robert Audet, lequel nous a mandaté pour vous transmettre la présente communication.

Nous comprenons que dans le cadre de votre mandat d'administration provisoire des entités défenderesses dans le dossier de cour n° 500-11-060024-219, parmi lesquelles se trouve Gestion financière Cape Cove Inc. (« **Cape Cove** »), vous avez déposé au dossier de la Cour un premier rapport daté du 21 octobre 2021 (le « **Rapport** »).

Aux fins de la préparation du Rapport, vous avez sollicité des informations de la part de M. Audet, lequel a toujours pleinement collaboré et fourni de manière diligente les informations recherchées. Or, ce n'est qu'une fois le Rapport déposé à la Cour que M. Audet a pu prendre connaissance des informations erronées contenues à ce dernier.

Avec diligence, M. Audet a porté à votre attention certains de ces éléments erronés dans un premier courriel transmis le 1^{er} novembre dernier (voir annexe A, ci-jointe). Un second courriel daté du 4 novembre 2021 vous fut acheminé en complément aux informations transmises le 1^{er} novembre (voir annexe B, ci-jointe). Or, nous constatons que ces communications demeurent sans réponse à ce jour.

Rappelons brièvement les éléments erronés portés à votre attention :

- L'organigramme corporatif de Cape Cove, inclut au paragraphe 2.2 du Rapport, est erroné;

- Au surplus, M. Audet est erronément indiqué comme étant un actionnaire de 9368-2037 Québec inc. (« 9368 »), alors que ce n'est pas et cela n'a *jamais* été le cas;
- Le Rapport fait état d'un paiement de 80 000\$ à M. Audet de la part d'Agro Tech (paragraphe 4.18 et Tableau 4.28), en omettant de mentionner qu'il s'agit d'un remboursement d'un prêt (sans intérêt) consenti à Agro Tech afin de permettre des investissements dans trois (3) corporations;
- Le Rapport fait état d'un paiement de 11 000\$ à M. Audet de la part de Malina (paragraphe 4.18 et Tableau 4.29), alors que ce paiement était de 10 000\$ et en omettant à nouveau de mentionner qu'il s'agit aussi d'un remboursement d'un prêt (sans intérêt) consenti par M. Audet;

Nous constatons également que ces éléments erronés ont depuis été à nouveau utilisés dans le cadre de l'obtention d'un mandat de perquisition dans le dossier de cour n° 500-26-128452-210, ce qui ne fait qu'aggraver la situation.

M. Audet a fourni la documentation attestant du caractère factuellement erroné de ces éléments. Notre client demeurant sans nouvelle, nous aimerions pouvoir discuter avec vous en vue de rectifier rapidement la situation, laquelle est très problématique pour ce dernier.

En effet, l'organigramme corporatif erroné de Cape Cove ainsi que l'attribution erronée d'un statut d'actionnaire à M. Audet au sein de 9368 ne font qu'augmenter la confusion autour des liens allégués entre les diverses entités défenderesses.

Qui plus est, M. Audet n'étant pas actionnaire de 9368, il est faux d'indiquer que M. Audet aurait, de concert avec 9368, « touché des montants bruts de près de 524 000\$ provenant des fonds des investisseurs », tel qu'affirmé au paragraphe 4.18 du Rapport.

Finalement, ces inexactitudes ayant nécessairement un impact sur la rédaction d'autres éléments du Rapport, notre client se réserve le droit d'indiquer ultérieurement d'autres portions du Rapport qui ont pu être « contaminées » par les informations erronées mentionnées précédemment.

À la lumière de ce qui précède, nous vous saurions gré de nous contacter le plus rapidement possible afin de discuter de la situation et des mesures pouvant être mises en place afin de rectifier la trame factuelle présentée aux tribunaux.

Cette lettre vous est transmise sans admission de quelque nature que ce soit et sous réserve de tous les droits et recours de notre client. Nous nous réservons également le droit de déposer la présente lettre à la Cour.

Dans l'attente de vos commentaires, veuillez agréer, Monsieur Phaneuf, l'expression de nos salutations distinguées,

LCM Avocats inc.



Marie-Noël Rochon

MNR/es

P.j. (2)

C.c. M. Robert Audet
Me Bernard Amyot et Me Fanny Albrecht, *LCM Avocats*
Me François Viau et Me Rachid Benmokrane, *Gowling WLG (Canada)*
Me Patrick Desalliers, Me Catherine Boilard et Me Sylvie Boucher, *Autorité des marchés financiers*
Me Serge Fournier et Me Vanessa Gregorio, *BCF Avocats d'affaires*